

a) Les engagements du Canada envers l'OTAN

Depuis près de deux décennies, les Forces canadiennes (FC) sont aux prises avec le problème suivant : elles ne peuvent continuer d'accomplir leurs missions traditionnelles sans entreprendre de vastes programmes de rééquipement, lesquels nécessitent des injections massives de crédits supplémentaires. Ces missions traditionnelles, en particulier celles qui exigent le plus de matériel, de formation et de dépenses, sont pour la plupart axées sur l'Alliance : citons notamment l'engagement de maintenir des forces mécanisées et aériennes en Allemagne, la lutte anti-sous-marine dans l'Atlantique occidental, et la coopération avec les États-Unis pour assurer la défense aérienne de l'Amérique du Nord.

Le Livre blanc sur la défense est venu confirmer les rôles joués par le pays au sein de l'Alliance, à une exception près (et elle est de taille) : notre pays ne s'engagera plus à envoyer un groupe de renforcement dans le nord de la Norvège en cas de crise. D'un point de vue militaire, la logique de ce revirement se défend, mais il serait dommage qu'elle se traduise par une altération des étroites relations diplomatiques que le Canada entretient avec la Norvège.

Vu le coût exorbitant des avions, des navires et des formations de blindés modernes, on ne s'étonnera pas que le Livre blanc insiste sur la nécessité de consacrer des sommes supplémentaires au rééquipement des Forces canadiennes. Compte tenu du peu de cas que l'on a fait de la Marine ces dernières années, on ne s'étonnera pas davantage que le Livre blanc accorde, dans le programme d'acquisition envisagé, autant d'importance aux forces maritimes. Par ailleurs, l'achat projeté de dix à douze sous-marins nucléaires (SSN) devant pouvoir naviguer dans les trois océans baignant les côtes canadiennes a soulevé plus de controverses. Les critiques ont allégué que les SSN seraient trop onéreux et qu'ils absorberaient une trop grande partie des